

Chambre des Représentants

SESSION 1979-1980

7 FÉVRIER 1980

PROJET DE LOI relatif aux propositions budgétaires 1979-1980

I. — AMENDEMENTS PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT

Art. 12.

1. — Modifier comme suit le § 1 :

« § 1. Un article 72bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

» Art. 72bis. — Quand le montant cumulé des revenus imposables des époux n'excède pas 750 000 francs ou 1 million de francs, il est déduit respectivement une somme de 2 800 francs ou une somme de 2 200 francs sans que cette déduction puisse dépasser le solde des revenus professionnels nets de la femme après application de l'abattement prévu par l'article 63. »

2. — Au § 2, remplacer le 1° par ce qui suit :

« 1° de 3 250 francs ou de 3 000 francs aux contribuables qui ont ou sont censés avoir leur conjoint à charge, quand leur revenu imposable n'excède pas respectivement 750 000 francs ou 1 million de francs ».

Art. 117.

A la première ligne, entre les mots

« Le Roi fixera »

et les mots

« les modalités »

insérer les mots

« après concertation avec les sociétés fondatrices de la S.A. Kempense Steenkolenmijnen ».

Voir :

323 (1979-1980) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 12 : Amendements.
- N° 13-1° : Rapport (articles disjoints).
- N° 14 à 34 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1979-1980

7 FEBRUARI 1980

WETSONTWERP betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980

I. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE REGERING

Art. 12.

1. — Paragraaf 1 wijzigen als volgt :

« § 1. Een als volgt luidend artikel 72bis wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

» Art. 72bis. — Wanneer het samengevoegde bedrag van de belastbare inkomsten van de echtgenoten niet hoger is dan 750 000 frank of 1 miljoen frank, wordt een bedrag van respectievelijk 2 800 frank of 2 200 frank afgetrokken, zonder dat die aftrek meer mag bedragen dan het saldo van de nettobedrijfsinkomsten van de vrouw nadat de bij artikel 63 bepaalde aftrek is toegepast. »

2. — In § 2 het 1° vervangen door wat volgt :

« 1° 3 250 frank of 3 000 frank aan de belastingplichtigen die hun echtgenoot ten laste hebben of geacht worden ten laste te hebben wanneer het belastbaar inkomen niet hoger is dan respectievelijk 750 000 frank of 1 miljoen frank ».

Art. 117.

Op de eerste regel, tussen de woorden

« De Koning zal »

en de woorden

« de modaliteiten »

de volgende woorden invoegen :

« na concertatie met de stichtende vennoten van de N.V. Kempense Steenkolenmijnen ».

Zie :

323 (1979-1980) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 12 : Amendementen.
- N° 13-1° : Verslag (afgescheiden artikelen).
- N° 14 tot 34 : Amendementen.

JUSTIFICATION

L'article 117 reprend l'idée qui a déjà été approuvée le 30 juin 1970 par la Chambre des Représentants. La reprise de l'obligation de réinvestissements partiels est motivée comme suit :

- a) la volonté de concrétiser la décision de la Chambre;
- b) il y a lieu de tenir compte de la situation économique de la région concernée qui a évolué depuis lors, notamment une dégradation de l'emploi dans un contexte conjoncturel médiocre.

Afin de réaliser ces objectifs d'une manière qui tienne compte, d'une part, de l'évolution de la situation économique et d'autre part, du désir d'associer aussi étroitement que possible les sociétés fondatrices à l'exécution de la présente disposition.

A cette fin, des garanties sont données afin que toutes les instances concernées soient associées à l'exécution :

- par une concertation préalable avec les sociétés fondatrices;
- par la fixation de critères de réinvestissement qui tiendront compte des possibilités et des situations objectives, ainsi que de l'évolution qui s'est dégagée depuis le 7 février 1970.

Art. 118.

Compléter comme suit le second alinéa :

« sans que la promulgation de la présente loi puisse porter préjudice à l'existence même de ces conventions ».

JUSTIFICATION

Cet ajout donne la garantie qu'il n'y aura pas de vide juridique entre la promulgation de la loi-programme et celle des arrêtés d'exécution.

*Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques,
W. CLAES.*

VERANTWOORDING

Artikel 117 neemt de strekking over van een wetsontwerp dat reeds op 30 juni 1970 door de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd goedgekeurd. De wederopneming van de gedeeltelijke herinvesteringsverplichting wordt gemotiveerd als volgt :

- a) de wil om de beslissing van de Kamer te concretiseren;
- b) rekening houden met de sindsdien gewijzigde economische situatie van de betrokken streek, nl. een uitzonderlijk ongunstige arbeidsbalans binnen een zwakke conjuncturele context.

Teneinde deze doelstellingen te kunnen verwezenlijken op een wijze die rekening houdt met, enerzijds, de evolutie in de economische situatie en, anderzijds, met de betrachting de stichtende vennoten zo nauw mogelijk te betrekken bij de tenuitvoerlegging van deze beschikking.

Daartoe worden garanties ingebouwd die de betrokkenheid van alle instanties bij de tenuitvoerlegging garandeert :

- met de stichtende vennoten wordt een voorafgaande concertatie georganiseerd;
- er zullen criteria voor de wederinvesteringsverplichting bepaald worden, waarin rekening kan worden gehouden met de objectieve mogelijkheden en situaties, evenals met de sinds 7 februari 1970 opgetreden evoluties.

Art. 118.

Het tweede lid aanvullen met wat volgt :

« zonder dat de afkondiging van deze wet afbreuk kan doen aan het bestaan zelf van deze overeenkomsten ».

VERANTWOORDING

Deze toevoeging zal garanderen dat er geen juridisch vacuum ontstaat tussen de afkondiging van de programmawet en de afkondiging van de vereiste uitvoeringsbesluiten.

*De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken,
W. CLAES.*

II. — AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. D'ALCANTARA

Art. 24.

Au 2^o, quatrième et cinquième lignes, remplacer les mots
« consenti dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière d'expansion économique »
par les mots

« consenti en exécution de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, ainsi que de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ».

Art. 39.

Aux quatrième et cinquième lignes de l'article 93duodecies, remplacer les mots

« consenti dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière d'expansion économique »

II. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER D'ALCANTARA

Art. 24.

In het 2^o, op de vijfde en zesde regel, de woorden
« verleend in het kader van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake economische expansie »
vervangen door de woorden

« verleend in uitvoering van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, alsmede van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie ».

Art. 39.

Op de vierde en vijfde regel van artikel 93duodecies de woorden

« verleend in het kader van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake economische expansie »

par les mots

« *consenti en exécution de la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, ainsi que de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique* ».

JUSTIFICATION

Les deux dispositions contenues dans le projet entraîneraient des difficultés insurmontables lorsqu'il s'agirait de les appliquer au chapitre I (expansion économique des P.M.E.) de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique.

Aussi, le présent amendement vise à limiter leur champ d'application aux lois du 17 juillet 1959 et du 30 décembre 1970.

III. — AMENDEMENTS PRESENTES PAR Mme RYCKMANS-CORIN

Art. 14.

1. — « *In fine* » du premier alinéa, supprimer les mots « dans l'éventualité où celle-ci est fixée dans la décision judiciaire qui prévoit le paiement ou l'attribution du capital ».

2. — Au deuxième alinéa, première ligne, supprimer les mots « Dans les autres cas ».

JUSTIFICATION

Il n'y a aucune raison pour soumettre les décisions rendues par justice — qui se bornent en général à entériner l'accord des parties — à un régime différent et de maintenir, à leur égard, le système actuel.

Celui-ci aboutit en effet à des taxations excessives et injustifiées.

Il arrive fréquemment que le débiteur de rentes alimentaires exerce une pression sur le créancier de la rente pour qu'il consente à la conversion de la pension en un capital et le montant offert est, dans bien des cas, inférieur au chiffre que donnerait la capitalisation pure et simple de la pension.

Le débiteur de la rente, en effet, menace au cas où sa proposition ne serait pas acceptée de prendre des dispositions pour que la rente alimentaire soit réduite ou supprimée dans l'avenir : insolvabilité réelle ou simulée, départ pour l'étranger, etc.

Le créancier de la pension alimentaire préfère alors, dans bien des cas, recevoir immédiatement un capital insuffisant plutôt que de conserver une rente qui gardera toujours un caractère aléatoire et accepte que la proposition de son débiteur soit homologuée par le tribunal.

Il n'est dès lors pas normal de considérer, pour le calcul de l'imposition, que le capital correspond toujours à la rente à laquelle il se substitue. Il convient de se référer non pas à la rente qui va disparaître mais bien à la rente viagère que le créancier pourrait effectivement obtenir en convertissant le capital qu'il va recevoir.

Le montant de cette rente doit être fixé dans tous les cas forfaitairement sur la base de coefficients arrêtés par le Roi en application de l'article 92, § 1, du Code des impôts sur les revenus.

Il est à peine besoin de souligner que les créanciers de rentes alimentaires sont par hypothèse des économiquement faibles qu'il ne convient pas de soumettre à une taxation importante.

G. RYCKMANS-CORIN.

vervangen door de woorden

« *verleend in uitvoering van de wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën, alsmede van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie* ».

VERANTWOORDING

Beide bepalingen zouden bij toepassing ervan op hoofdstuk I (economische expansie van de K.M.O.) van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, onoverkomelijke moeilijkheden veroorzaken.

Het amendement strekt er dan ook toe, hun toepassingsgebied te beperken tot de wetten van 17 juli 1959 en van 30 december 1970.

A. d'ALCANTARA.

J. DUPRE

G. VERHAEGEN.

III. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR Mevr. RYCKMANS-CORIN

Art. 14.

1. — « *In fine* » van het eerste lid, de woorden « in het geval waarin die jaarlijkse uitkering wordt vastgesteld in de rechterlijke beslissing die de betaling of de toekenning van het kapitaal oplegt » weglaten.

2. — In het tweede lid, op de eerste regel, de woorden « In de andere gevallen » weglaten.

VERANTWOORDING

Er is geen reden om voor de rechterlijke beslissingen — die er zich doorgaans toe beperken de overeenkomst van de partijen te bekrachtigen — een andere regeling te laten gelden, d.w.z. in dit geval de huidige regeling te behouden.

Deze leidt immers tot een overdreven en onverantwoorde belasting.

Het gebeurt vaak dat degene die een uitkering tot levensonderhoud verschuldigd is, druk uitoefent op de uitkeringsgerechtigde om toe te stemmen in de omzetting van de uitkering in een kapitaal. In veel gevallen is het bedrag van dat kapitaal lager dan het bedrag dat door een gewone kapitalisatie van de uitkering zou verkregen zijn.

Degene die de uitkering verschuldigd is, dreigt er immers mee, voor het geval zijn voorstel niet mocht aanvaard worden, schikkingen te nemen die tot gevolg hebben dat de uitkering tot onderhoud verminderd wordt of gewoon verdwijnt ten gevolge van zijn werkelijke of voorgewende insolvabiliteit, zijn vertrek naar het buitenland enz.

In veel gevallen geeft de uitkeringsgerechtigde er dan de voorkeur aan onmiddellijk een ontoereikend kapitaal te ontvangen in plaats van een uitkering te behouden die altijd onzeker zal blijven. Hij stemt er dan ook in toe dat het voorstel van degene die de uitkering verschuldigd is, door de rechtbank wordt gehomologeerd.

Het is derhalve niet normaal dat men er voor de berekening van de belasting van uitgaat dat het kapitaal altijd overeenstemt met de uitkering die door het kapitaal wordt vervangen. Men zou moeten verwijzen niet naar de uitkering die op het punt staat weg te vallen, maar naar de lijfrente die de uitkeringsgerechtigde werkelijk zou kunnen krijgen mocht hij het kapitaal dat hij zal ontvangen, omzetten.

Het bedrag van die lijfrente moet in alle gevallen forfaitair worden bepaald op grond van de coëfficiënten die door de Koning met toepassing van artikel 92, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden vastgesteld.

Hoefte het onderstreept te worden dat de gerechtigden op een uitkering tot levensonderhoud bij veronderstelling economisch zwakkeren zijn en dat het dus niet past hen zwaar te belasten ?

IV. — AMENDEMENT
PRESENTE PAR M. DESAEYERE

Art. 116.

A. — En ordre principal :

Au deuxième alinéa, remplacer la deuxième phrase par ce qui suit :

« *La Communauté flamande sera représentée dans les organes de gestion* ».

JUSTIFICATION

La S.A. « Kempense Steenkolenmijnen » est établie en territoire flamand. La participation des autres régions concerne l'ensemble de l'énergie et cette participation est assurée dans le cadre du comité national de l'énergie dans lequel toutes les régions sont représentées.

B. — En ordre subsidiaire :

« In fine » du deuxième alinéa, remplacer les mots
« par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres »

par les mots

« *par le Comité ministériel flamand* ».

IV. — AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEER DESAEYERE

Art. 116.

A. — In hoofdorde :

In het tweede lid, de tweede volzin vervangen door wat volgt :

« *De Vlaamse gemeenschap zal in de bestuursorganen vertegenwoordigd zijn* ».

VERANTWOORDING

De N.V. « Kempense Steenkolenmijnen » bevindt zich volledig op Vlaams grondgebied. De medezeggenschap van de andere gewesten betreft de energie-mix en deze wordt geconcentreerd in het nationaal comité voor de energie waarin alle gewesten vertegenwoordigd zijn.

B. — In bijkomende orde :

« In fine » van het tweede lid de woorden

« bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit »

vervangen door de woorden

« *door het Vlaams ministercomité* ».

W. DESAEYERE.

V. — AMENDEMENTS PRESENTES
PAR MM. KNOOPS ET VERBERCKMOES

Art. 116.

Au premier alinéa, antépénultième et pénultième lignes, supprimer les mots « pouvant déroger aux lois sur les sociétés commerciales ».

JUSTIFICATION

L'amendement a pour objectif de supprimer une disposition qui donne un pouvoir dangereux et anormal au pouvoir exécutif.

Art. 174.

A. — En ordre principal :

Modifier le deuxième alinéa de cet article comme suit :

« Il est ajouté au même article *un deuxième et un troisième alinéas libellés* comme suit :

» Toutefois, les dispositions de l'article 143 précité ne sont pas applicables aux membres de l'armée et de la gendarmerie qui ont exercé, avant le 1^{er} janvier 1977, leur droit à la pension avant l'âge normal fixé statutairement.

V. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD
DOOR DE HEREN KNOOPS EN VERBERCKMOES

Art. 116.

In het eerste lid, op de voorlaatste en de laatste regel, de woorden « en die kunnen afwijken van de wetten op de handelsvennootschappen » *weglaten*.

VERANTWOORDING

Dit amendement heeft ten doel een bepaling weg te laten waardoor aan de uitvoerende macht een gevaarlijke en buitensporige bevoegdheid wordt verleend.

Art. 174.

A. — In hoofdorde :

Het tweede lid van dit artikel wijzigen als volgt :

« *Aan ditzelfde artikel worden een tweede en een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :*

» De bepalingen van voormeld artikel 143 zijn evenwel niet van toepassing op de leden van leger en rijkswacht die vóór 1 januari 1977 hun recht op pensioen hebben uitgeoefend vóór de normale statutair bepaalde leeftijd.

« Les dispositions relatives aux cumuls, prévues par la loi de réformes économiques et budgétaires du 5 août 1978 ne sont pas opposables aux avoués à partir de l'âge de 65 ans. »

B. — Subsidiairement :

Modifier le deuxième alinéa de cet article comme suit :

« Il est ajouté au même article un deuxième et un troisième alinéas libellés comme suit :

« Toutefois, les dispositions de l'article 143 précité ne sont pas applicables aux membres de l'armée et de la gendarmerie qui ont exercé, avant le 1^{er} janvier 1977, leur droit à la pension avant l'âge normal fixé statutairement.

« Les dispositions relatives aux cumuls, prévues par la loi de réformes économiques et budgétaires du 5 août 1978 ne prendront cours que le 1^{er} janvier 1990. »

JUSTIFICATION

La rente ou la pension indemnitaire allouée aux avoués et les cumuls éventuels sont régis par la loi du 10 octobre 1967.

L'article 46 de la loi anti-crise du 5 août 1978 a prévu qu'à partir du 1^{er} janvier 1980, le régime de cumul était rendu applicable à toutes les pensions, quelle que soit la date à laquelle le cumul avait pris naissance.

Les avoués nommés à vie ont été déchus de leurs charges sans distinction d'âge. La plupart de ceux-ci ne pouvant vivre décemment de l'indemnité qui leur est allouée, bon nombre d'entre eux ont pu, en vertu de la loi, exercer une certaine activité pour pourvoir à leurs besoins. En ce faisant, ils ont aussi dû prendre certains engagements à long terme auxquels les dispositions restrictives de la loi anti-crise ne leur permettent pas de faire face.

Il y a lieu de remédier à cette situation en permettant aux avoués d'exercer une activité privée illimitée jusqu'à leur décès, donc également après l'âge de 65 ans (à tout le moins fixer cette durée jusqu'au 1^{er} janvier 1990).

E. KNOOPS.

F. VERBERCKMOES.

« De bepalingen betreffende de cumulaties van de crisiswet van 5 augustus 1978 kunnen aan de pleitbezorgers niet worden tegengeworpen vanaf de leeftijd van 65 jaar. »

B. — In bijkomende orde :

Het tweede lid van dit artikel wijzigen als volgt :

« Aan ditzelfde artikel worden een tweede en een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De bepalingen van voormeld artikel 143 zijn evenwel niet van toepassing op de leden van leger en rijkswacht die vóór 1 januari 1977 hun recht op pensioen hebben uitgeoefend vóór de normale statutair bepaalde leeftijd.

« De bepalingen betreffende de cumulaties van de crisiswet van 5 augustus 1978 hebben pas uitwerking vanaf 1 januari 1990.

VERANTWOORDING

De rente op het vergoedingspensioen toegekend aan de pleitbezorgers en de eventuele cumulaties worden beheerst door de wet van 10 oktober 1967.

Artikel 46 van de crisiswet van 5 augustus 1978 bepaalt dat de cumulatieregeling vanaf 1 januari 1980 op alle pensioenen wordt toegepast, welke ook de datum zij waarop de cumulatie ontstaan is.

De pleitbezorgers, die voor het leven waren benoemd, hebben hun ambt verloren ongeacht hun leeftijd. Daar de meesten onder hen niet behoorlijk konden leven met de vergoeding die hun was toegekend, zijn er heel wat die, op grond van de wet, een zekere beroepsactiviteit begonnen zijn om in hun behoeften te voorzien. Tevens hebben zij een aantal verplichtingen op lange termijn aangegaan, die zij thans wegens de restrictieve bepalingen van de crisiswet niet meer kunnen nakomen.

Die toestand moet verholpen worden door de pleitbezorgers in de mogelijkheid te stellen zonder enige beperking particuliere arbeid te verrichten tot aan hun overlijden, dus ook nadat zij de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, of op zijn minst tot 1 januari 1990.

**VI. — AMENDEMENT
PRESENTE PAR M. DUPRE**

Art. 114.

Au § 2, deuxième alinéa, avant-dernière ligne, entre les mots

« Le Roi détermine »

et les mots

« les modalités »

insérer les mots

« par arrêté délibéré en Conseil des ministres ».

**VI. — AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEER DUPRE**

Art. 114.

In § 2, tweede lid, op de derde laatste regel, tussen de woorden

« De Koning bepaalt »

en de woorden

« de modaliteiten »

de woorden

« bij in Ministerraad overlegd besluit »

invooegen.

J. DUPRÉ.

VII. — SOUS-AMENDEMENT
 PRESENTE PAR M. FIEVEZ
 A SON AMENDEMENT SUBSIDIAIRE N° 4
 (Doc. n° 323/11-V)

Art. 117.

Entre les mots
 « ou dans une région »
 et les mots
 « bénéficiant des lois de redressement économique »
 insérer les mots
 « de la province de Limbourg ».

J. FIEVEZ.

VII. — SUBAMENDEMENT
 VOORGESTELD DOOR DE HEER FIEVEZ
 OP ZIJN AMENDEMENT N° 4
 (Stuk n° 323/11-V)

Art. 117.

Tussen de woorden
 « of in een streek »
 en de woorden
 « die het voordeel van de wetten tot economisch herstel
 geniet »
 de woorden
 « van de provincie Limburg ».
 invoegen.

VIII. — AMENDEMENT
 PRESENTE PAR M. MOORS

Art. 118.

Au premier alinéa, deuxième ligne, entre le mot
 « déterminer »
 et les mots
 « la production »
 insérer les mots
 « par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ».

JUSTIFICATION

La modification des quotas de production pouvant affecter l'exploitation ainsi que l'approvisionnement du pays en énergie, il est souhaitable que la décision soit prise au niveau du Gouvernement.

VIII. — AMENDEMENT
 VOORGESTELD DOOR DE HEER MOORS

Art. 118.

In het eerste lid, op de eerste regel, tussen het woord
 « kan »
 en de woorden
 « binnen het globaal energiebeleid »
 de woorden
 « bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit »
 invoegen.

VERANTWOORDING

Aangezien een wijziging in de produktiequota de exploitatie kan aantasten en een invloed hebben op de energievoorziening is het wenselijk dit op regeringsniveau te beslissen.

C. MOORS.
 F. AERTS.
 G. BEERDEN.